

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/le-vote-est-le-seul-langage-que>



LE VOTE EST LE SEUL LANGAGE QUE COMPRENNENT LES POLITIQUES



- Actu islamophobie -
Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2015

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits

réservés

Je suis Moussa Msakni, j'ai trois mois et le 29 janvier, j'ai été enlevé brusquement à ma maman Aïcha qui m'allaitait ... Et mes frères ont été aussi séparés de mes parents et empêchés d'être ensemble au foyer. Nous sommes restés sans nouvelles pendant plusieurs semaines parce que le procureur a prétexté que nous vivions dans un "milieu culturel radical".

Je suis Ahmed, j'ai 8 ans, et le 8 janvier mon maître m'a envoyé chez le directeur parce que "je ne suis pas Charlie", et le directeur m'a demandé qui t'a dit ça, personne, il m'a pris par la joue et m'a fait cogner la tête trois fois dans le tableau et m'a mis dans le coin. Et à l'heure de la cantine, il ne m'a pas permis de faire mon dextro alors que je suis diabétique, je lui ai demandé pourquoi maître, il m'a dit parce que tu souhaites la mort aux autres et pourquoi toi tu ne mourrais pas ! ... J'ai fini au commissariat ...

Je suis Ylies, j'ai 6 ans en CP et le directeur de mon école s'en prend à moi régulièrement depuis les attentats parce que maman est une convertie musulmane Mon école a organisé un "spectacle" avec ma classe qui consistait à reproduire l'attaque contre Charlie Hebdo. Et le directeur m'a volontairement désigné pour jouer le rôle d'un des tueurs...

J'ai 11 ans, je suis en sixième et le 17 février, dans mon collège deux adultes m'ont obligée à me déshabiller pour retirer ma tunique parce que je suis musulmane.

J'ai 13 ans, je suis collégien et lors d'une chamaille avec mon camarade au match de badminton, mon professeur m'a attrapé par la capuche, m'a poussé et m'a injurié de "sale arabe" et de "sale jihadiste".

J'ai 17 ans, je suis lycéen d'origine maghrébine et le 8 Janvier 2015, dans mon lycée, j'ai été pris à parti et frappé par un groupe de quatre ou cinq personnes en marge de la minute de silence observée dans son lycée.

Nous avons privilégié de citer ici les enfants alors que la liste pourrait se poursuivre longuement, les dérives islamophobes de l'éducation nationale, des pouvoirs publics et des laïcards ont augmenté de 71% depuis les assassinats chez "Charlie Hebdo".

Nombreux politiques que des médias complices assoiffés d'audimat ont surenchéris sur ce créneau islamophobe, parfois sous couvert de lutte contre le terrorisme, parfois sous couvert d'égalité homme-femme comme Estrosi, Ciotti, Sarkosy, Valls, NKM, Cukierman, Zemmour, Finkelkraut, ces incendiaires islamophobes, faiseurs d'opinion, ont entre autres cette particularité d'être médiatisés largement, y compris sur le service public que nos impôts financent. Voilà pourquoi, nous ne pouvons que dénoncer ce lien incestueux entre les médias et les politiques, en rappelant que ces médias dominants ne traitent pas les nombreuses affaires d'islamophobie comme telles mais comme étant des faits divers isolés, des actes singuliers émanant de "simples psychopathes" et non d'islamophobes. Une pensée pour notre concitoyen français musulman, Mohamed, habitant à Beaucet dans le Vaucluse, père de famille tué avec 17 coups de couteau par un islamophobe qui a déclaré haineusement "je suis ton dieu, je suis ton islam" mais que les médias ont désigné de "schizophrène" et non de "terroriste islamophobe". Bien au contraire, les médias désignent un coupable des maux du siècle, les musulmans, fracturant la société française en deux communautés, les "pro-charlie" et les "anti-charlie". Voilà de quelle manière se fait le lamentable travail de traitement de l'information socio-politique réduit à une mise en scène perpétuelle manichéenne pour faciliter et infantiliser la lecture des maux de société. On peut donc conclure que ces médias dominants sont propagandistes dans la ligne éditoriale du "choc des civilisations" pour servir une justification des guerres économiques capitalistes néo-coloniales et asseoir une domination économique mondiale de l'Occident. Mais cela est prouvé et dénoncé depuis longtemps déjà.

Nous devons donc en revanche, en ce qui nous concerne, nous militants anti-islamophobes, nous attacher à réparer d'une part les dégâts collatéraux de cette prétendue guerre contre le terrorisme et la lutte contre le radicalisme en rectifiant via nos réseaux les informations erronées et trafiquées de la classe politico-médiatique, et cela chacun peut le faire ayant l'avantage d'être en immersion constante avec nos semblables, nos concitoyens français et la réalité du quotidien. D'autre part, ces faits-là de stigmatisation permanente, récurrente et de longue date, depuis le colonialisme au moins, doivent nous motiver à nous prendre en charge et ne plus attendre de cette classe politique qui est d'ailleurs elle-même en grande crise de crédibilité, souvent aux affaires de la délinquance financière, irresponsable, populiste, aveugle et incompétente.

La Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie s'emploie chaque jour en plus de la dénonciation de l'islamophobie, à mobiliser les forces citoyennes préoccupées par la justice sociale, l'égalité, la liberté de conscience, de culte et l'abrogation des lois islamophobes liberticides comme celle de 2004 qui a privé les jeunes filles musulmanes d'exercer pleinement leur liberté de conscience, en violant leur droit à la conviction religieuse. Ces lois liberticides et restrictives tendent à se multiplier aujourd'hui même avec les radicaux de gauche qui récidivent en déposant une proposition de loi visant à interdire le voile aux assistantes maternelles chez elles ! Une véritable inquisition en perspective. Nous devons combattre cette islamophobie d'Etat avérée qui s'autorise à enlever des enfants de leur famille sous prétexte de vivre dans un "milieu culturel radical". Ciotti veut interdire le voile aux étudiantes et Sarkozy, le voile en France carrément ! Sans oublier cette circulaire Châtel si bien partagée par la droite et la gauche qui empêche les mamans musulmanes portant un foulard d'accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires. Et, parce que nous savons que le combat pour la justice, l'émancipation citoyenne est rude mais possible, nous vous invitons à sanctionner ces politiques islamophobes dès les prochaines élections, notamment cantonales, régionales et présidentielles en vous rendant aux urnes, dans l'isoloir avec votre carte d'électeur.

Votre carte d'électeur est le seul langage que comprennent les politiques, car il s'agit de leur gagne-pain. Chacun doit la saisir, la brandir et dire non aux islamophobes, non à l'islamophobie ! CRI veille aux déclarations de ces politiques, à leurs propositions concrètes et n'hésitera pas à vous communiquer sa position en relation avec ce thème essentiel pour l'émancipation de toute une communauté qui a trop longtemps dormi, attendu, revendiqué sur une base d'inégalités et de trahisons des instances politiques. CRI insiste pour dire que la lutte contre l'islamophobie d'État a débuté et que nos droits nous les arrachons, nous nous en servons et que l'irresponsabilité des politiques, nous la sanctionnons dès ce jour. C'est sur le plan politique que les musulmans de France doivent se situer pour garantir leurs droits, leur respect, leur liberté. N'être cantonnés que sur le champ associatif a montré ses limites. Notre pays doit changer sa politique, ses politiques, réparer sa gestion d'Apartheid social, ethnique et territorial depuis plus de 40 ans, alors que la France doit tant à nos parents, aux immigrés d'après-guerre qui ont construit le pays en donnant toutes leurs forces et reçu peu de salaires. Nous n'attendons plus, nous agissons ! Les français musulmans sont une plus-value culturelle, économique, intellectuelle d'avant-garde qui éveille et révèle la France pour ce nouveau monde et la nouvelle France !

Jamilla FARAH, porte-parole CRI